

LE DESTIN DE L'ENVIRONNEMENT retient maintenant l'attention publique. Mais paradoxalement, si l'on prend en compte tous les scénarios d'apocalypse ayant été évoqués, très peu de débats de fond ont eu lieu sur ce que le monde peut ou devrait faire pour s'attaquer aux problèmes environnementaux dans le contexte de la sécurité internationale et de la notion de gouvernement mondial. Tentant de remédier à cette lacune, l'Institut pour la paix et la sécurité a réuni une vaste gamme de décideurs et d'experts, les 11 et 12 avril, pour discuter de la nature des changements climatiques, de leurs conséquences écologiques, sociales, politiques et économiques, et des mesures-cadres pouvant être prises aux niveaux régional, national et international.

Fait surprenant, il existait presque un consensus sur le sujet des processus fondamentaux régissant les changements climatiques; ceux-ci auront diverses conséquences géophysiques : les températures fluctueront, la quantité et la répartition des précipitations varieront, la fréquence et l'intensité des tempêtes vont changer, tout comme le niveau de la mer. Cependant, la conférence n'a pas essentiellement porté sur ces effets, mais bien sur l'incidence politique, sociale et économique des changements climatiques.

L'économie et l'écologie mondiales sont désormais totalement interdépendantes; c'était là un thème sous-jacent de la conférence, et Jim MacNeill, de l'Institut de recherches politiques, l'a souligné en disant qu'elles le seraient «jusqu'à ce que la mort les sépare». Voilà qui soulève des questions fondamentales sur la façon dont les décisions politiques sont prises et sur leurs conséquences pour la viabilité de l'environnement.

Les participants à la Conférence de 1988 à Toronto sur les changements atmosphériques, conférence qu'a parrainée le Programme des Nations-Unies pour l'environnement et l'Organisation météorologique mondiale, ont réclamé une réduction de 20 p. 100 des émissions totales de gaz carbonique d'ici l'an 2005. Depuis lors, ces émissions ont augmenté d'environ 6 p. 100, et il est peu probable que l'objectif susmentionné sera atteint. Comme Christopher Flavin, du *Worldwatch Institute*, le soulignait à Ottawa, l'objectif des 20 p. 100 a été fixé en fonction des besoins climatiques, et non d'après ce que les hommes et femmes politiques sont prêts à accepter ni d'après ce que les économistes sont disposés à intégrer à leurs modèles économétriques.

Comme la consommation d'énergie est la principale source de contaminants atmosphériques, la question énergétique est au coeur du dilemme. Pour bien faire face aux changements climatiques, a fait valoir M. Flavin, il faut reconnaître deux réalités : la politique en matière d'énergie est un «jeu de durs» dominé par une poignée d'industries et d'intérêts puissants. À la conférence, beaucoup ont réclamé un «nivellement» politique et économique des conditions «du jeu», et la question des subsides a particulièrement retenu l'attention. Selon Jim MacNeill, «quand

COMMENT FAIRE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ?

*Sommaire des faits saillants d'une conférence
organisée par l'Institut, à Ottawa, en avril 1990.*

on compare, d'une part, les 40 à 50 milliards de dollars consacrés chaque année (sous forme de subsides) en Amérique du Nord à la promotion des combustibles et, partant, à la promotion des précipitations acides et du réchauffement de la planète, et, d'autre part, les budgets décroissants affectés à la recherche de l'efficacité et de solutions de rechange aux combustibles fossiles, on voit tout de suite que la partie n'est pas égale : les pluies acides et le réchauffement du globe l'emportent sans difficulté.»

L'ARGUMENT SELON LEQUEL LE BON JUGEMENT économique et les forces du marché devraient guider la politique environnementale a suscité la question litigieuse de savoir si les subsides doivent ou non servir d'instrument de la politique et, dans le cas de l'affirmative, quelles activités il y a lieu de subventionner. M. MacNeill a énoncé un point de vue partagé par de nombreux délégués, quand il a affirmé qu'il faudrait mettre un terme aux programmes de subventions encourageant des processus de production nuisibles pour l'environnement [par exemple, les subventions agricoles consenties par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), qui contribuent à l'épuisement des sols, des forêts et d'autres ressources écologiques]; l'autre solution consisterait à axer ces programmes sur l'environnement. D'autres pensaient que, pour opérer le «nivellement» susmentionné, il importait d'annuler tous ces programmes. En dépit de son caractère animé, le débat n'a rien donné de concluant.

Peter Gleick (*Pacific Institute*) s'est penché sur le rapport existant entre les changements climatiques et les conflits internationaux. Les nations ressentiront à peu près toutes de la même manière l'incidence des changements climatiques, mais elles n'auront pas toutes la même capacité de réaction et d'adaptation, a-t-il souligné. Cette inégalité cause déjà des tensions entre pays pauvres et pays riches, et elle risque de devenir une source importante de conflits dans les années à venir. Là où des tensions internationales existent déjà, l'incidence des changements climatiques sur les ressources disponibles et sur leur qualité risque aussi de déclencher des conflits (la question de l'accès au Jourdain est en partie à l'origine de la guerre de 1967 au Moyen-Orient).

Le thème de la détérioration plus poussée des relations Nord-Sud a lui aussi dominé la conférence. Certains pays en développement en sont

clairement venus à la conclusion que la deuxième vague de préoccupations environnementales balayant maintenant l'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon leur confère une influence politique, laquelle, même si elle est négative, peut leur servir pour obtenir gain de cause dans des domaines leur tenant particulièrement à coeur. Vu la croissance démographique rapide et l'augmentation de la consommation d'énergie dans les pays en développement, le monde industrialisé ne pourra pas stopper à lui seul le réchauffement de la planète. Pour que des accords internationaux significatifs sur l'environnement puissent être mis en oeuvre, les pays riches vont donc devoir commencer à se pencher sur des questions revêtant une importance vitale pour le tiers-monde, telles que le partage des ressources et des fardeaux financiers, la réduction de la dette, l'accès aux marchés et l'accès privilégié à la propriété intellectuelle et à la technologie.

LES CHOIX QUE NOUS FAISONS MAINTENANT ET LES mesures que nous prenons aujourd'hui détermineront les tendances climatiques de demain. À cause de la seule force d'entraînement des changements climatiques, il existe un décalage inéluctable entre l'action des sociétés et les réactions de l'environnement mondial : les concentrations des gaz créant l'effet de serre continueront de croître dans l'atmosphère, et plus on attendra pour remédier à ce problème, plus le climat changera.

La liste abrégée qui suit donne une bonne idée de la gamme de mesures et de politiques dont les participants ont discuté à Ottawa : établir de nouveaux indices des changements climatiques et du développement durable pour mesurer les progrès accomplis dans la lutte contre les problèmes environnementaux; recourir à la télédétection comme instrument de pré-alerte; élargir le rôle des institutions internationales; créer un fonds mondial pour l'atmosphère; imposer une taxe sur les émissions de gaz carbonique; employer des mesures réglementaires et économiques d'incitation; et reboiser la planète.

Dans la déclaration finale publiée à l'issue de la conférence de Toronto en 1988, on lisait la mise en garde suivante : «L'humanité se livre sans fin à une expérience inconsciente qui touche l'ensemble du globe et dont les conséquences définitives ne le céderaient à rien sinon à celles d'une guerre nucléaire mondiale.» S'il nous importe de réagir efficacement face à l'«expérience inconsciente» qu'est la mutation des climats, nous devons fonder notre action sur des mesures sociales, économiques, politiques et scientifiques. □

— KENNETH BUSH

Kenneth Bush prépare une thèse de doctorat au département des études gouvernementales de l'Université Cornell; il a rédigé le compte rendu final de la conférence que l'ICPSI a présentée récemment sous le titre Les changements climatiques, la sécurité internationale et la notion de gouvernement mondial. Le compte rendu paraîtra en juin à l'Institut.